COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 28 octobre 2020

CDDG(2020)29
Point 13 de l'ordre du jour

COMITE EUROPEEN SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE (CDDG)

LE SERVICE DE REPONSE RAPIDE

Note du Secrétariat
établie par la
Direction générale de la démocratie
Division de la gouvernance démocratique

1. Introduction

Le Service de réponse rapide (SRR) a été mis en place en 2008 par le prédécesseur du Comité européen sur la démocratie et la gouvernance (CDDG), le Comité européen sur la démocratie locale et régionale (CDLR).

Depuis lors, il s'est révélé être un outil très utile pour fournir à un État demandeur des informations sur les dispositions législatives et politiques d'autres États membres applicables à une question donnée.

En 2014, le CDDG a examiné les nouvelles modalités possibles pour le SRR. Il a été demandé au Comité :

- si les informations collectées doivent être accessibles à tous les membres du CDDG, plutôt qu'au seul membre demandeur ;
- si les questions et les réponses devraient être publiées sur le site web du Conseil de l'Europe par catégorie, sujet et nature, à moins que l'Etat requérant ne s'y oppose ;
- si les informations fournies doivent être mises à jour régulièrement par les Etats concernés.

Après un échange de vues, le CDDG a réitéré son appréciation du SRR dans son format actuel, en louant sa simplicité, sa rapidité et son caractère informel.

2. Propositions

La situation a évolué depuis 2014. Le CDDG pourrait souhaiter prendre en compte les développements et considérations suivants :

- le SRR a continué à être utilisé et est apprécié par les États membres comme un outil utile pour l'échange d'informations et d'expériences ;
- le SRR est explicitement mentionné dans les termes de référence du CDDG (la tâche générale ii se lit comme suit fournir des réponses fondées sur la législation, la pratique et l'expérience nationales aux États membres qui en font la demande afin d'envisager des examens des politiques et des réformes législatives, y compris par le biais d'examens par les pairs et du service de réponse rapide"). Et pourtant, aucune information à ce sujet n'est fournie sur la page web du Conseil de l'Europe ;
- le SRR est l'un des paramètres qui sont pris en compte par le Comité des Ministres pour mesurer dans quelle mesure le CDDG s'acquitte efficacement de son mandat ;
- de plus en plus, les Etats membres qui répondent au RRS demandent à recevoir les réponses des autres Etats membres ;
- en 2020, dans les circonstances exceptionnelles créées par l'urgence du Covid-19 et afin de contribuer aux travaux du CDDG sur la réponse à l'urgence, un SRR a été diffusé à l'initiative du Bureau, qui a également demandé que les informations soient rendues publiques.

Il faut aussi considérer que le SRR, aussi simple soit-il, est un mécanisme unique au sein du Conseil de l'Europe. L'amélioration de sa visibilité pourrait inspirer d'autres comités directeurs à l'utiliser comme modèle.

A la lumière de ce qui précède, il est proposé d'envisager de nouvelles modalités pour le SRR, à savoir

a. si des informations sur le SRR en tant que mécanisme devraient être incluses sur la page web du CDDG, en fournissant au moins une liste des principaux thèmes des demandes ;
b. si les réponses doivent être affichées sur la page web - dans leur intégralité ou dans une version résumée ;
c. si les informations collectées doivent être accessibles à tous les membres du CDDG, par exemple par le biais de la page web à accès restreint.

Action requise

Le CDDG est invité à discuter et éventuellement à convenir de nouvelles modalités de fonctionnement du SRR, comme indiqué ci-dessus.

ANNEXE I

Récapitulatif des SRR depuis 2010

Année de SRR / nombre de SRR	Pays	Object de la demande	Nombre de réponses
2010 : 7 SRR	Malte	Les responsabilités du Chef (Secrétaire) de l'Administration de la collectivité locale	23
	Pays-Bas	Les organes consultatifs indépendants	20
	Pologne	La qualité des décisions administratives individuelles/de la réglementation locale	16
	Roumanie	Les fusions municipales	N'a pas été lancé
	Royaume-Uni	Les référendums locaux	1
	Royaume-Uni-bis	Les services anti-incendie et secours	22
	Royaume-Uni -ter	L'audit des collectivités locales	24
2011 : 6 SRR	Islande	Les référendums locaux	13
	Lettonie	Les référendums locaux	24
	Slovénie	Le nombre de mandats consécutifs de maire	31
	Slovénie-bis	Les finances locales	18
	Royaume-Uni	L'audit des collectivités locales	25
	Ukraine	L'audit des collectivités locales	27
2012 : 3 SRR	Allemagne	Les femmes dans les conseils locaux	7
	Slovénie	Les avantages financiers des maires	29
	Slovénie-bis	Le rappel des maires	33

2013 : 5 SRR	Arménie	Les plans stratégiques de municipalité	16
	Arménie-bis	La passation de marchés publics	17
	Arménie-ter	Les inspections des collectivités locales	13
	Grèce	Les finances locales	24
	Grèce-bis	La politique budgétaire locale	10
2014 : 3 SRR	Ukraine	L'organisation territoriale	24
	Arménie	La péréquation financière	17
	Bulgarie	La participation des citoyens au niveau local	15

Object de la demande	**Nombre de SRR**	**Pays**
Les finances locales	4	Grèce (2), Arménie, Slovénie
L'office de maire	4	Slovénie (3), Malte
Les référendums locaux	3	Royaume-Uni, Islande, Lettonie
L'audit des collectivités locales	3	Royaume-Uni (2), Ukraine

2014	
State / Pays	**Theme / Thème**
1. Ukraine	*System of territorial organisation (deconcentration/ devolution) of central government services (Presidency of Government, Ministries) /* Système d'organisation territoriale (déconcentration/ décentralisation) des services de l'administration centrale (présidence du gouvernement, ministères)
2. Armenia / Arménie	*Fiscal decentralization and territorial administrative restructuring /* Décentralisation fiscale et restructuration administrative territoriale
3. Bulgaria / Bulgarie	*Legal framework regulating citizens' participation at the local level in the Council of Europe member States /* Cadre juridique régissant la participation des citoyens au niveau local dans les Etats membres du Conseil de l'Europe
2015	
State / Pays	**Theme / Thème**
4. Romanie / Roumanie	*Decentralised competences /* Compétences décentralisées
5. Slovenia / Slovénie	*Limitations of passive right to vote due to felony conviction /* Restriction au droit d'éligibilité en cas de condamnation pour infraction pénale
6. Croatia / Croatie	*Strengthening the mechanism for voluntary municipal mergers /* Renforcement du mécanisme de fusions volontaires des collectivités locales
7. Norway / Norvège	*Municipalities' economic activities and bankruptcy /* Activités économiques et faillites de municipalités
8. Slovenia / Slovénie	*Request for a referendum – Collecting signatures in authority electronic register /* Initiative de référendum – Collecter les signatures dans un registre électronique officiel
2016	
State / Pays	**Theme / Thème**
9. Finland / Finlande	*Adequacy of financial resources for local authorities /* Adéquation des ressources financières pour les collectivités locales
10. Ireland / Irlande	*Allowances for Local Authority elected members in member States /* Indemnités des élus locaux dans les Etats membres
11. Romania / Roumanie	*Equalization and balancing of local budgets /* Péréquation budgétaire au niveau local
12. Ukraine	*State's representation at territorial level /* Représentation de l'Etat au niveau territorial

13. Austria / Autriche	*Evidence-based advice /* Avis sur base de données probantes
14. Slovakia / République slovaque	*Local referenda /* Référendums au niveau local
15. Armenia / Arménie	*Requests for the opinion of residents on community enlargement /* Demandes d'avis des résidents sur l'élargissement de collectivités
16. Germany / Allemagne	*E-government at local level*
17. Serbia / Serbie	*The provision and remuneration of training activities by public servants /* La fourniture et la rémunération d'activités de formation par des fonctionnaires
2017	
State / Pays	**Theme / Thème**
18. Slovakia / République slovaque	*Special social benefits for mayors at the end of their term of office /* Prestations sociales spéciales pour les maires à la fin de leur mandat
19. Slovenia / Slovénie	*A uniform date/day for local elections /* Une date/ journée uniforme pour les élections locales
20. Norway / Norvège	*Legal basis for postponing elections in case of (national) emergencies /* Base juridique pour reporter des élections en cas d'urgence (nationale)
21. Romania / Roumanie	*Legislation/regulations or concerning Administrative Procedure /* Législation/Réglementation en matière de procédures administratives
2018	
State / Pays	**Theme / Thème**
22. Greece / Grèce	*Allocation of competencies and responsibilities of local government in member States in relation to several policy fields as well as specific issues of resource allocation, supervision and control and development initiatives and the use of Local Public Companies (LPC) /* Répartition des compétences et responsabilités du gouvernement local dans les Etats membres en relation avec plusieurs domaines politiques ainsi que des questions spécifiques sur la répartition des ressources, la supervision et le contrôle et les initiatives de développement et l'utilisation des entreprises publiques locales (LPC)

23. Belgium / Belgique	*Open Data Policy /* Politique Open Data
24. Armenia / Arménie	*Elections of local self-government bodies /* Election des organes de l'autonomie locale
25. Slovak Republic / République slovaque	*Control mechanisms over the local and regional self-government /* Les mécanismes de contrôle des collectivités locales et régionales
26. Greece / Grèce	*Student transportation to and from schools /* Le transport aller et retour des étudiants vers les écoles
27. Croatia / Croatie	*Civil service salaries and performance appraisal /* Les salaires et l'appréciation des performances des fonctionnaires
28. Ukraine	*Sanctions that can be imposed on local authorities or local representatives /* Sanctions pouvant être imposées aux autorités locales ou aux élus locaux
29. Greece / Grèce	*Relief measures – financial compensation to citizens affected by natural disasters /* Les mesures de secours – I'indemnisation financière des victimes de catastrophes naturelles
2019	
State / Pays	**Theme / Thème**
30. Romania / Roumanie	*The position of City Manager / Executive Director in the member states of the Council of Europe /* La position/fonction de directeur municipal / directeur exécutif dans les Etats membres du Conseil de l'Europe
31. Croatia / Croatie	*The Preferential voting and resolution of the issue of incompatibility with local executive offices /* Préférentiel et résolution du problème d'incompatibilité avec les fonctions exécutives locales
32. Estonia / Estonie	*Legal solutions dispute resolution concerning internal affairs of municipalities /* Eventuelle disqualification Les solutions juridiques pour le règlement des litiges portant sur les affaires intérieures des communes
33. United Kingdom and Ukraine / Royaume-Uni et Ukraine	*Possible disqualification or early termination of local elected officials /* Eventuelle disqualification ou cessation anticipée d'élus locaux
34. Albania / Albanie	*Management of coastal areas /* La gestion des zones côtières

2020	
State / Pays	**Theme / Thème**
35. United Kingdom / Royaume-Uni	*Intervention policy /* Politique d'intervention
36. Belgium-Flanders / Belgique-Flandres	*Formation of a majority coalition /* La formation d'une coalition majoritaire
37. Slovenia / Slovénie	*Commercial use of national symbols /* L'utilisation commerciale des symboles nationaux
38. COVID-19 (at the request of the Bureau of the CDDG / A la demande du Bureau du CDDG)	*Democratic governance and COVID-19 /* Gouvernance démocratique et COVID-19
39. Romania / Roumanie	*Merging of administrative-territorial units /* Fusion des entités administratives-territoriales
40. Slovenia / Slovénie	*Local elections /* Elections locales
41. Azerbaijan / Azerbaïdjan	*Administrative control over municipal activities /* Le contrôle administratif de l'activité municipale